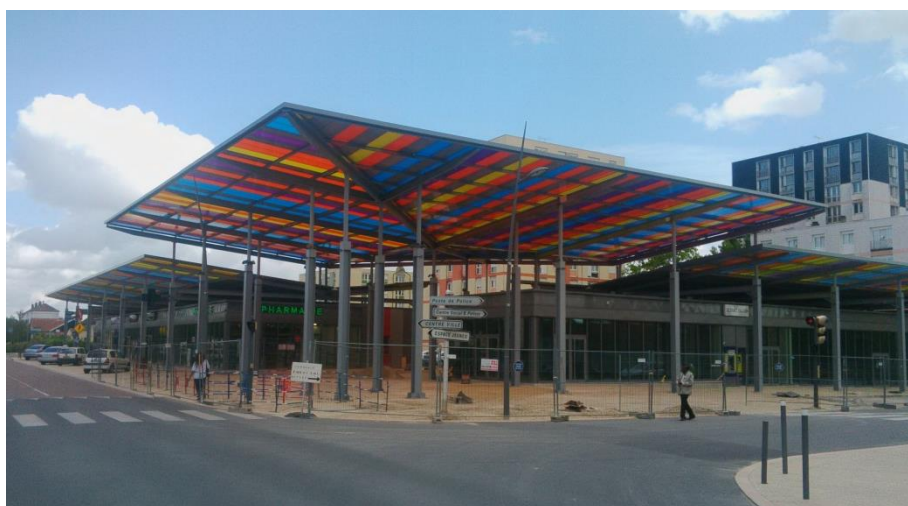


Vie et commerce au cœur des quartiers

Epareca

Charte Chantier Vert EPARECA – Edition 2015



INTRODUCTION

a. Sommaire :

Introduction	3
Sommaire	3
Introduction	4
Préparation du chantier	5
Assurer le bon fonctionnement du chantier : le Plan d'Installation de Chantier (PIC)	5
Le Plan d'Assurance Environnement (PAE) en cas de labellisation de l'ouvrage	10
Responsables environnement	11
Bois d'œuvre en cas de labellisation de l'ouvrage	11
Gestion des nuisances et des pollutions	12
Nuisances et pollutions au niveau de l'air	12
Sol et eau	14
Acoustiques	15
Visuelles	16
Gestion des déchets	18
Matériaux	20
Maitrise des consommations sur le chantier	22
Eau	22
Energies	22
Communication	23
Auprès du personnel	23
Auprès des riverains	25
Suivi de la démarche	27
Annexes	29

b. Introduction :

Objectifs de la charte chantier vert :

Dans le cadre de sa politique interne, EPARECA, Etablissement Public national d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux, souhaite approfondir la prise en compte du Développement Durable dans la conception de ses bâtiments : au niveau des consommations énergétiques, de l'utilisation de nouveaux matériaux, l'intégration de l'ouvrage dans le site ou tout récemment avec la mise en œuvre d'énergies renouvelables. Un chantier plus respectueux de l'environnement et des hommes est donc le prolongement naturel de cette démarche. En effet, un chantier est généralement à l'origine de nombreuses nuisances.

La charte Chantier Vert concerne tous les intervenants du chantier : maître d'œuvre, bureau d'études et entreprises travaux, sous-traitants compris. **Elle décrit les exigences et recommandations visant à minimiser les nuisances du chantier sur son environnement immédiat** (personnel des entreprises du chantier, voisinage) **et sur l'environnement naturel** (déchets, pollution de l'eau, des sols, etc.). Elle est **un document contractuel** des dossiers marchés et sera donc annexée à l'acte d'engagement des entreprises intervenant dans la construction, sous-traitants y compris.

Cette charte présentera donc, pour chaque nuisance causée par le chantier, la démarche à suivre et la politique à adopter pour les réduire au maximum sans pour autant gêner les pratiques professionnelles des entreprises.

Dans le cas de non-respect des exigences décrites dans ce document des pénalités pourront être adressées aux entreprises.

Présentation des sites :

Le bâtiment à construire ou à réhabiliter est à vocation commerciale ou artisanale.

Les opérations à réaliser se situent le plus généralement dans des quartiers dits sensibles, à forte densité de population et parfois en concomitance à des opérations ANRU ayant déjà éprouvé les habitants. Il est donc primordial de soigner particulièrement les aspects propreté, sécurité et sécurisation ainsi que la diminution des bruits générés par le chantier.

Les caractéristiques de l'opération sont détaillées dans le DCE.

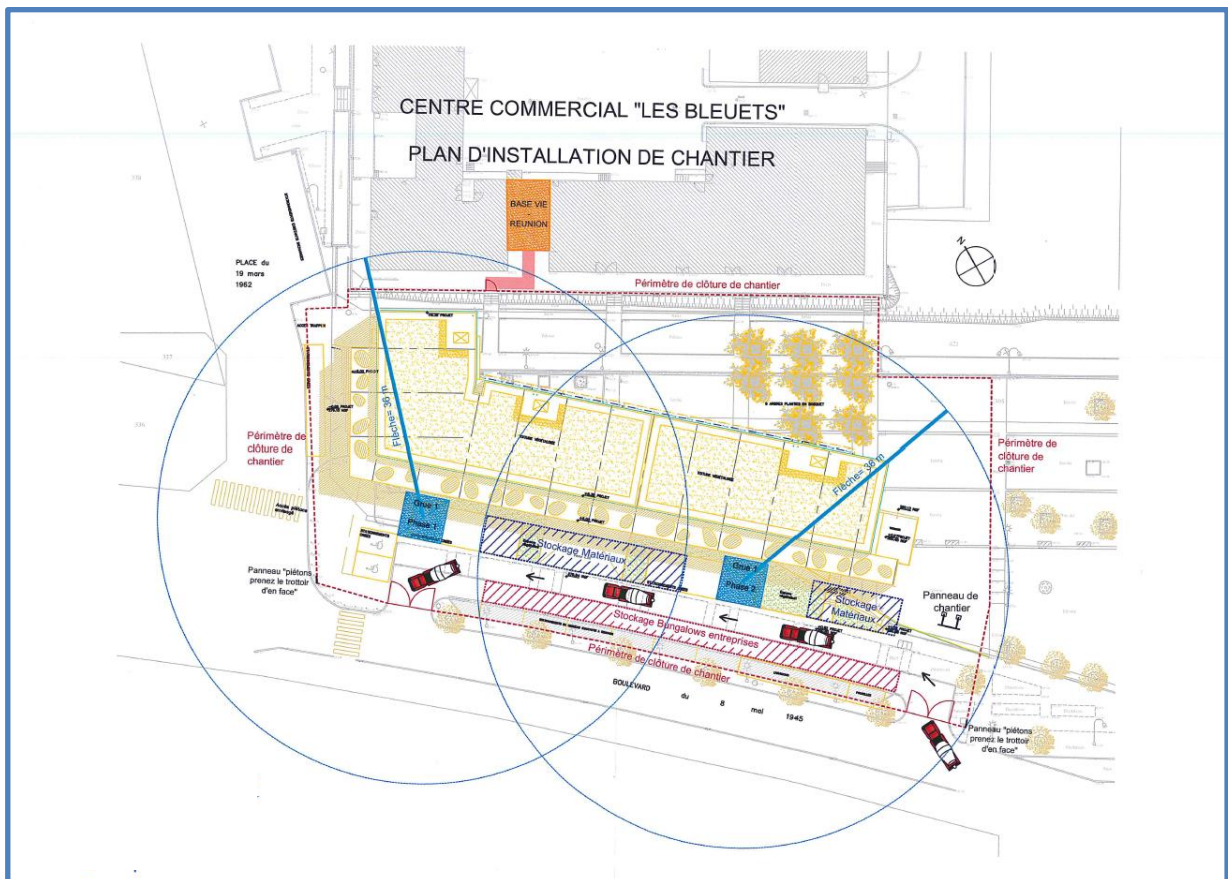
- ⇒ Dans le cas où la ville dispose d'un agenda 21, cette présente charte s'ajoute aux recommandations de la commune.
- ⇒ Certaines directives contenues dans cette présente charte ne concernent que les chantiers où une labellisation de l'ouvrage est prévue ou en cours. Elles sont mises en évidence avec l'annotation « dans le cas d'une certification »

II) PREPARATION DU CHANTIER :

a. Assurer le bon fonctionnement du chantier : le Plan d'Installation de Chantier (PIC) :

Afin que cette démarche soit optimale, il est nécessaire d'appréhender en amont les nuisances pouvant être générées par le chantier. En effet, la réussite d'un chantier à faibles nuisances est liée à une bonne préparation avant le début des travaux. Pour cela, la maîtrise d'œuvre, la maîtrise d'ouvrage et toute l'équipe de management de projet ainsi que les entreprises mèneront ensemble une réflexion afin de mettre en place cette démarche de chantier à faibles nuisances. Pour ce faire, tous les acteurs de l'opération effectueront une étude, durant la phase de préparation de chantier, afin d'identifier les nuisances susceptibles d'apparaître durant les travaux. Suite à cette réflexion, un plan d'installation de chantier (PIC) est établi afin de créer un environnement propre et agréable pour le personnel et les riverains.

Ce chapitre détaille l'organisation du chantier et décrit les installations à prévoir par l'entreprise travaux portant le compte prorata. La préparation du chantier doit permettre d'établir un plan d'installation de chantier précis ainsi que ses évolutions au cours des phases successives des travaux.



- Le PIC sera rédigé par l'entreprise portant le compte prorata et ferra apparaître à minima :

L'organisation générale :

Sont indiqués, à minima, dans le PIC :

- La limite de chantier : matérialisée par une bâche ou une palissade adaptée à l'environnement alentour. Les couleurs des palissades sont choisies afin de limiter les nuisances visuelles du chantier auprès des riverains. L'ensemble du site devra être clôturé et sécurisé afin d'éviter toute intrusion.
- L'arrivée des énergies et des fluides (avec point d'arrêt et compteur).
- Le plan de drainage avec marquage des bouches d'égout/points d'entrée d'eau pour souligner les zones à risques (plan peut changer/évoluer au fil de l'avancée des travaux).
- La zone de traitement des polluants possibles.
- Les zones sensibles vis-à-vis du bruit.
- L'implantation des engins bruyants fixes afin d'éviter les réverbérations et les transmissions de vibrations.
- Les zones d'influence des grues et leur emprise au sol, notamment si la grue est sur rail.
- Les bouches de prises d'air d'aération le cas échéant (métro, parking, forum ...), qui feront l'objet de protections spécifiques.
- Les zones de travail : identification des travaux pouvant y être effectués, comme la préfabrication de pré-dalle ou la fabrication du béton.



Zone de préfabrication

- Les zones de stockage, prévues pour chaque type de matériau pouvant être livré (acier, matériaux, terres) ainsi que les zones de stockage de déchets, positionnées sous l'aire de travail de la grue de manière à pouvoir être remplies facilement. Elles sont également proches des zones de travail pouvant générer des déchets.



Zone de stockage des aciers et des banches



Zone de stockage des terres

De plus : L'entretien des installations de chantier, des accès, des zones de passage, des zones de travail ainsi que des cantonnements est effectué régulièrement. L'encadrement du chantier veille particulièrement au bon état des installations mises à disposition et à la propreté du chantier.

L'accès, la circulation et la gestion des véhicules sur le chantier :

Sont indiqués, à minima, dans le PIC :

- L'entrée, la sortie du chantier, les cheminements empruntés pour accéder aux différentes zones du chantier ainsi que les sens de circulation des véhicules afin de limiter les croisements.
- Les livraisons et ramassages des ordures des commerces alentours encore en activité.
- Les pistes de chantier et les cheminements (la sécurité de l'ensemble des flux sera vérifiée).
- La zone de manœuvre des engins.
- La zone de stationnement pour le personnel, située à l'entrée du chantier afin de limiter la circulation des véhicules dans l'enceinte du chantier. Cette zone est protégée et, si possible, hors de la zone d'influence de la grue. Si ce n'est pas le cas, son survol par la grue sera interdit. La surface de la zone est réduite et optimisée de manière à gêner le moins possible les riverains et le fonctionnement chantier.



Zone de stationnement des véhicules

- L'aire commune de nettoyage des engins : positionnée en sortie de chantier, elle permet le lavage des roues de camions. Cette technique permet de maintenir propre les abords d'un chantier en évitant de disperser de la terre et autres poussières. Cette aire de nettoyage n'est pas réalisée si la piste chantier et les voies d'accès à l'aire de livraison sont empierrées ou en enrobé. L'accès à cette aire est libre et gratuit pour les intervenants du chantier.



Aire de nettoyage des engins

De plus :

Sont mis en place des panneaux matérialisant les différentes zones ainsi que les accès au chantier et le sens de circulation des véhicules. Ils sont suffisamment grands et explicites pour être vus et compris par tous.

Est désigné, préalablement à la fin de journée, le regroupement des engins et véhicules à un endroit précis.

L'accès véhicule est sécurisé par des portails fiables et durables.

Les cheminements et la sécurité des piétons :

Sont indiqués, à minima, dans le PIC :

- Les passages piétons mis en place tout autour du chantier.
- La circulation piétonne aux alentours du chantier et ses voies d'accès soigneusement signalisée et balisée afin d'assurer la sécurité des riverains. Des ralentisseurs sont mis en place afin d'assurer cette sécurité pour les piétons.
- Le cheminement piéton, mis en place de manière à ne pas gêner les riverains circulant aux abords du chantier. Il est nécessaire de mettre en place un cheminement en toute sécurité adapté à la circulation des personnes à mobilité réduite (personnes âgées, poussettes), ainsi qu'une desserte des commerces. Les signataires s'engagent à assurer la continuité des cheminements (pôle transport, commerces, zones piétonnes) et la sécurité des piétons durant toute la réalisation des travaux.

De plus :

Afin d'assurer la sécurité des trajets piétons, les entreprises veillent à ne pas empiéter sur la voie publique ou faire une autorisation de voirie.

De plus, l'accès au site pour les piétons est sécurisé par des portillons, un éclairage adapté est mis en place et un accès de plus d'un mètre de large est prévu.

Pour une réduction des nuisances liées aux modifications des cheminements piétons, plus une cohérence des modifications de gestion de flux, une signalétique chantier indique :

- ✓ Les changements de cheminements piétons.
- ✓ Les accès et les sorties des transports en commun (métro, bus, tram ...) et aux taxis.
- ✓ Les changements de localisations des stations de vélo en libre-service.
- ✓ Les changements d'accès accessibles aux PMR.
- ✓ Les changements de direction vers les différents centres touristiques.



Protections et signalisation

Le ou les cantonnement(s) :

Les cantonnements sont implantés de manière judicieuse afin de permettre aux ouvriers de les rejoindre facilement. Un cheminement piéton est également mis en place entre la zone de stationnement et les bungalows.

Dans le cas d'une certification les cantonnements mis en place devront disposer :

- ✓ De toilettes séparées (femmes /hommes) et accessibles aux handicapés.
- ✓ De douches.
- ✓ De vestiaires avec casiers.
- ✓ D'espaces fumeurs extérieurs masqués de la vue des riverains.

Les livraisons et la circulation en dehors du chantier :

Sont indiqués, à minima, dans le PIC :

- Le plan d'accès au chantier ainsi que la procédure de livraison, donnés aux fournisseurs chargés d'approvisionner le chantier.
- L'itinéraire d'accès pour le chantier et les zones de livraison indiqué par des panneaux.
- Les zones de livraison, implantées de manière à permettre un déchargement aisé et ne perturbant pas le bon fonctionnement du chantier, sa circulation et ainsi éviter les stationnements de véhicules de livraison risquant d'entraver la circulation aux abords du chantier. L'entreprise chargée de la livraison est tenue informée de la marche qualité environnementale du chantier. Les horaires de livraison et l'accès au chantier sont étudiés de manière à ne pas gêner les riverains. La maîtrise d'œuvre aura préalablement fourni les contraintes d'accès au chantier pour les engins motorisés de grande taille comme par exemple, les sorties d'écoles ou les jours de marché à proximité à éviter, ainsi que les itinéraires sensibles à éviter par les camions et les jours et heures de livraison des commerces, en

accord avec le service de voirie. Les opérations de chargement et de déchargement sont dans la mesure du possible réalisées dans l'enceinte du chantier.

De plus :

La desserte des activités commerciales et l'utilisation des aires de livraison dédiées à l'approvisionnement des commerces alentours sont maintenues et prises en compte dans la planification du chantier.

Tous les panneaux de circulations de la commune cachés à cause des panneaux sont déplacés ou remplacés.

Afin de limiter la gêne sur le trafic local auprès des riverains, une organisation des livraisons et des enlèvements est à prévoir, en fonction du planning des activités dans et aux alentours du site, et des heures de pointe dans la circulation ...

b. Le Plan d'Assurance Environnement (PAE) en cas de labellisation de l'ouvrage :

Les entreprises travaux fournissent un Plan d'Assurance Environnement (PAE) présentant les moyens qu'elles mettent en œuvre pour s'assurer de la qualité environnementale sur le chantier conformément aux dispositions de la charte Chantier Vert.

Cette note, dont la structure est laissée au choix de l'entreprise, décrit **les méthodes, les moyens de contrôle et les actions** que l'entreprise met en œuvre pour limiter les impacts du chantier et réduire les risques pour l'environnement et pour la santé du personnel.

Le Plan d'Assurance Environnement présente les réponses des entreprises aux différents aspects abordés dans la présente charte, par exemple :

- Les moyens mis en œuvre pour maintenir le chantier propre, à la fois sur les postes de travail, dans les cantonnements, et sur ses abords et ses accès.
- Les moyens mis en œuvre pour collecter et trier les déchets au droit du poste de travail, puis pour les transporter jusqu'à la zone de stockage.
- Les moyens mis en œuvre pour réduire la production de déchets via des procédés de fabrication et de construction.
- Les solutions alternatives pour avoir un chantier moins bruyant.
- Les moyens mis en œuvre pour réduire et maîtriser les nuisances et pollution.
- Les moyens mis en œuvre pour gérer durablement les ressources (notamment énergie et eau).
- Etc.

L'entreprise devra en outre mettre en exergue les moyens mis en œuvre pour les éléments suivants :

- Mesurer, rapporter et fixer les objectifs de CO2 ou d'énergie résultant de l'activité du chantier.

- Mesurer, rapporter et fixer des objectifs pour la consommation d'eau résultant d'activités du chantier.
- Mettre en œuvre les meilleures pratiques à l'égard de l'air (poussières) découlant de la pollution du site.
- Mettre en œuvre les meilleures pratiques en ce qui concerne la pollution de l'eau (souterraines et de surface) sur le chantier.

Le PAE doit être élaboré par chaque entreprise contractante et remis au maître d'ouvrage et à l'AMO environnemental pour validation, avant tous travaux, pendant la phase de préparation de chantier.

c. Responsables environnement :

Pendant la phase de préparation de chantier, chaque entreprise contractée désigne parmi l'encadrement de son personnel de chantier **un responsable environnement qui sera la même personne du début à la fin des travaux** et l'interlocuteur du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et de l'AMO environnemental pour tous les aspects relatifs à la certification environnementale et au respect du contrat d'objectifs et de performance d'EPARECA.

Le responsable environnement intervient à tous les niveaux de la vie du chantier :

- Il participe à la préparation de chantier relative à son lot, valide avec l'AMO environnemental toutes installations de chantier relatives à son marché. Il constitue l'interlocuteur privilégié des éventuelles entreprises sous-traitantes.
- Il s'assurera du respect de la charte Chantier Vert et du programme environnemental,
- Le cas échéant, il est présent à la visite d'inspection du label.
- Il diffuse l'information et sensibilise ses équipes.
- Il s'assure du respect de la présente charte et le cas échéant, de l'application de son Plan d'Assurance Environnement (PAE) par le personnel de son entreprise et par ses sous-traitants, à tous les stades du chantier.
- Il s'occupe du suivi et du contrôle de la qualité environnementale en collaboration avec le maître d'œuvre et l'AMO environnemental.
- Il tient à jour le « carnet de bord » du chantier relatif à son marché : consommations énergétiques, consommations d'eau et suivi de valorisation des déchets.
- Il est responsable de l'organisation de la collecte des déchets le concernant, en relation avec le responsable de la gestion des déchets.

Le responsable environnement doit donc être présent à plein temps sur le chantier afin de s'assurer d'une mise en œuvre effective de la démarche environnementale. Un suivi de la responsabilité environnementale du responsable est effectué tout au long du chantier. Aucun changement de personne ne sera accepté en cours de chantier, sauf cas de force majeure.

d. Bois d'œuvre en cas de labellisation de l'ouvrage :

La totalité du bois utilisé sur chantier provient de sources légales (non répertoriés dans l'appendix III de la liste CITIES) et possède une certification attestant de la provenance responsable de ces dernières (label FSC ou PEFC par exemple).

Le bois d'œuvre considéré comprend le bois de coffrage, de palissade, de palettes et autres bois de chantier provisoires.

Le bois de construction n'entre pas dans cette obligation.

III) GESTION DES NUISANCES ET DES POLLUTIONS

Ce chapitre détaille les directives à suivre afin de limiter la génération de nuisances et de pollutions émises par le chantier.

a. Nuisances et pollutions au niveau de l'air :

⇒ **Pour rappel, il est interdit de brûler de matériaux sur site**

Les travaux de construction et tâches associées sont exécutés avec des méthodologies constructives et des moyens matériels empêchant la dispersion de matériaux fins ou pulvérulents et des odeurs.

Pendant le gros-œuvre, si le béton est fabriqué sur le chantier, l'installation d'un dispositif anti-poussière est imposée ou d'un autre mode de fabrication du béton limitant la production de poussières.

Pendant la phase de terrassement on limite la production de poussière, on imposera à minima aux conducteurs d'engins de « déposer » plutôt que de « gerber » les terres dans les bennes et de bâcher ces bennes avant départ sur la voie publique.

Lorsque le clos couvert est achevé les entreprises travailleront à l'intérieur du bâtiment, limitant ainsi la dispersion de poussière.

La méthodologie de déconstruction est adaptée pour minimiser les risques de bruit, de dispersion de poussières, de matériaux fins ou pulvérulents ainsi que d'odeurs :

- ✓ Découpe et dépose des éléments préfabriqués
- ✓ Déconstruction des bâtiments par croquage
- ✓ Arasage des structures en limite de prestation par sciage
- ✓ Purge de fondations au maximum à l'aide d'un broyeur à béton plutôt qu'un BRH

Des dispositions sont prises pour limiter les nuisances dues au chantier et la propreté du site, garantie :

- ✓ Des protections sont installées sur les clôtures du chantier pour éviter les projections sur les voiries avoisinantes.
- ✓ Le sol, les voiries et les postes de travail générant beaucoup de poussière sont arrosés en été ou lors des phases critiques (démolition, etc.) pour éviter les poussières.
- ✓ Les zones intérieures du chantier pourront être aspirées à l'aide d'un aspirateur.
- ✓ Le matériel électrique est privilégié au matériel thermique à efficacité égale.
- ✓ Pour éloigner les rejets de gaz des zones très sensibles, il est possible de prolonger la tubulure d'échappement des engins.
- ✓ Les bennes sont couvertes avec des bâches ou des filets de protection afin d'éviter aux déchets de s'envoler par fort vent ou de se dégrader lors d'épisodes pluvieux.
- ✓ Pour éviter les propagations de billes de polystyrène, leur découpe est assurée à l'aide de thermocutter ou de fil chaud.



Un soin particulier est apporté à la gestion de la voie de circulation des engins très génératrice de poussière. La piste de chantier est en permanence entretenue pour limiter les salissures et la propagation de poussières à l'extérieur du chantier. Pour cela :

- ✓ Elle est arrosée par temps sec de manière à limiter la production de poussières.

ou

- ✓ Les futures voies de circulation sont utilisées comme piste de chantier. Les voiries définitives sont réalisées, jusqu'à la couche de fondation, dès le début du chantier. Un Bidim est mis en place 5 à 10cm sous le niveau de la voirie de manière à ne pas polluer les couches inférieures en cas de déversement accidentel de produits polluants. Une fois les travaux finis, il sera procédé, si besoin, au décapage des sols pollués avant réalisation des couches de roulement.

ou

- ✓ Les futures voies de circulation sont utilisées comme piste de chantier. La voirie définitive étant composée de 2 couches de roulement, la première est réalisée dès le début du chantier, sans mettre en œuvre la dernière couche. Cette piste est entretenue, pendant toute la durée des travaux, à l'aide d'une balayeuse afin de ne pas laisser les poussières s'accumuler. Une fois le chantier fini, il sera procédé au nettoyage de la voirie avant la pose de la couche de roulement finale. Si besoin une scarification sera également réalisée sur la voirie existante pour permettre une meilleure accroche entre les deux couches.

b. Sol et eau

Le stockage des produits dangereux ou polluants (huiles, peintures, solvants) doit obligatoirement être effectué sur bac de rétention étanche afin d'éviter tout risque de pollution de sol ou de l'eau. De plus, la présence d'un bac de réception sous le fût d'huile est prévue en cours d'utilisation pour récupérer l'huile lors du remplissage ou en cas d'incident. Il en est de même pour la cuve de stockage de carburant. La totalité des cuves à fuel et des réservoirs d'huile hydraulique sont équipées d'un bac de rétention.



Les entreprises utilisent des surfaces imperméables pour les zones de ravitaillement en carburant et pour les autres zones de transfert de fluides.

Chaque cantonnement est équipée d'un Kit Anti-pollution afin d'absorber d'éventuels débordements ou fuites de produits polluants.

En cas de dégradation des voiries par les véhicules de chantier, celles-ci seront remises en état à l'appui du constat d'huissier réalisé en début de chantier.

Il est interdit de déverser par rejet direct ou par ruissellement des substances liquides polluantes ou dangereuses dans le sol ou les réseaux.

Afin de limiter la pollution des eaux souterraines et de surface il est procédé à l'isolement ou au détournement du ruissellement de l'eau non contaminée pour éviter le mélange avec de l'eau contenant un taux élevés de solides (afin de minimiser la quantité d'eau nécessitant un traitement). De plus, toutes les activités potentiellement polluantes sont réservées à des zones spécifiques de confinement à distance des rivières, puits de forage ou cours d'eau.

Les systèmes de drainage seront suffisants pour minimiser et contrôler l'infiltration.

Pour rappel, l'utilisation de l'aire de lavage est offerte à tous les intervenants du chantier. La propreté des véhicules est contrôlée avant le départ du chantier et les roues nettoyées avant toute sortie du chantier.

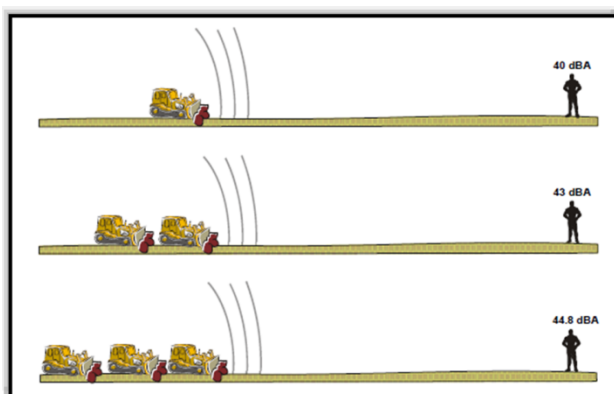
c. Acoustiques

La gestion des nuisances sonores est primordiale, tout d'abord pour préserver la santé des ouvriers et aussi afin de ne pas troubler le quotidien des riverains. La réglementation du 18 avril 1995 - décret 95-408 est applicable et sera respectée.

Le niveau sonore résultant de l'activité du chantier est maîtrisé afin de respecter la limite des 75 dB(A) autorisés en limite de chantier (hors dispositifs sonores de sécurité). Ceci correspond, pour différentes distances de source, à des niveaux de puissance sonore limite de source de :

Distance à la source émettrice (m)	5	10	15	20	25
Puissance sonore limite émise en dB(A)	100	106	109	112	114

Le niveau sonore des engins est inférieur ou égal à 80dB(A) à 10m de l'engin ou de l'outil, ce qui correspond à un niveau de puissance sonore de l'engin à la source de 115 dB(A)



Mesures à mettre en place afin de réduire les nuisances sonores générées par le chantier :

- Organisation :

Pour l'exécution de certaines tâches très bruyantes, des jours et plages horaires sensibles sont fixés.

Lorsque certains travaux génèrent de fortes nuisances les moyens de production sont doublés afin de réduire la durée d'utilisation. En effet, le fait de doubler une source d'émission de bruit ne double pas la puissance sonore, elle l'augmente seulement de 3 dB(A).

Les engins bruyants ne sont pas positionnés dans les zones sensibles, préalablement définies.

A chaque fois que cela est possible, l'organisation de chantier permet aux engins d'effectuer un ½ tour au lieu de reculer, ce qui évite la mise en fonctionnement de l'avertisseur de recul.

Lors des stationnements ou des phases d'attente des camions de livraisons les moteurs sont immédiatement arrêtés (excepté les toupies).

Si cela peut être bénéfique, l'implantation d'équipements de grande taille, fixes ou temporaires, comme les bungalows, est privilégié afin de former un écran acoustique.

Des écrans acoustiques provisoires peuvent être installés si cela est nécessaire pour assurer la protection d'un point particulièrement sensible du voisinage.

- Matériel :

Le matériel doit être homologué et bien entretenu et les engins insonorisés. Un certificat de conformité aux normes de bruit est fourni pour chaque appareil avant utilisation sur chantier.

Sont utilisés des engins de puissance suffisante pour limiter le régime moteur. Les engins électriques sont préférés aux engins pneumatiques à efficacité équivalente.

Les terrassements, forage de pieux, injections de parois moulées, excavations et autres fondations pour la réalisation des bâtiments sont réalisés pendant les plages horaires les moins gênantes pour les riverains

Un capotage ou écran absorbant est mis en place sur le matériel utilisé, afin d'isoler des points ou matériels sensibles.

Pourront être utilisés des engins électriques ou hydrauliques (vibreurs, perforateurs) moins bruyants que les matériels pneumatiques et ne nécessitant pas de compresseur.

L'utilisation d'un talkie-walkie pour communiquer entre le plan de travail et la cabine de commande haute de la grue est systématique.

Le recépage des têtes de pieux se fait à la pince hydraulique plutôt qu'au marteau piqueur. Cette solution est envisageable si le nombre de pieux est important.

La présentation des plans de réservations est effectuée avant toute intervention sur l'opération en concertation avec tous les lots concernés pour éviter au maximum les reprises au marteau piqueur sur les nouveaux ouvrages bétons. Les reprises au marteau piqueur seront évitées sur le béton sec. Les percements de parois sont à éviter et les réservations à privilégier.

Les ailettes des tiges de banches sont remplacées par des écrous pour fermer les banches. Le blocage et le déblocage se fait donc à la clé et non au marteau sur les ailettes.

Les entreprises utilisent les accessoires proposés par les collecteurs de déchets (déposer plutôt que de gerber) afin de limiter le bruit.

d. Visuelles

La dégradation des abords du chantier, les salissures, l'absence ou la dégradation de clôture, les déchets sont autant de nuisances qui peuvent importuner les riverains et leur donner une image néfaste du chantier.

Le chantier est maintenu le plus propre possible notamment en ce qui concerne les zones de stockage de déchets. De même, le stockage des matériaux est fait de façon structuré afin de ne pas donner l'impression d'une décharge.

Une clôture de chantier de type HERAS est mise en place en limite de parcelle afin de limiter les éventuelles nuisances visuelles générées par celui-ci. Cette clôture fera plus de 2m de haut afin d'empêcher les riverains de venir déposer leurs déchets dans l'enceinte du chantier. Son état est quotidiennement vérifié. L'habillage et l'opacité des clôtures font l'objet d'un traitement spécifique visant à améliorer leur insertion paysagère dans le site. En cas d'opération « tiroir » en site occupé, les clôtures de chantier sont habillées d'images ayant trait à l'opération en relation avec le service communication d'EPARECA.

Un entretien hebdomadaire du chantier et de ses abords est réalisé par les entreprises travaux, comprenant la collecte également des déchets situés aux abords du chantier (en dehors de l'emprise de celui-ci mais à proximité directe). En fin de mission et avant son départ l'entreprise effectue un nettoyage général.

Toute plantation présente avant la phase chantier et n'étant pas concernée par l'arrachage doit être précieusement conservée afin de ne pas dégrader la vision du site avant travaux. Pour cela, des protections adaptées sont mises en place. Si des réglementations particulières existent (Communauté Urbaine de l'agglomération, Mairie de la commune, Agenda 21), il est nécessaire de respecter leurs recommandations. Moyens mis en œuvre :

- ✓ Entourage continu sur 2m de haut avec drain agricole.
- ✓ Ceinturage en lattes.
- ✓ Palissade en bois.
- ✓ Palissade en acier galvanisé.



Entourage continu



Ceinturage en lattes



Palissade en bois



Palissade en acier galvanisé

De plus, les zones sont rapidement replantées.

Un éclairage artificiel propre au chantier est installé par le porteur du compte prorata pour la saison hivernale. Celui-ci devra être programmable ou commandé par une horloge permettant l'extinction de l'éclairage suivant les horaires du chantier. De plus, les éclairages nécessaires à la construction, notamment pour les opérations de nuit, sont disposés de façon à minimiser l'éclairage parasite des habitations avoisinantes. Les lumières ne gênent pas le voisinage via la mise en place de lampes directionnelles non polluantes

Le personnel de chantier est encouragé à ne pas sortir du site en habits de travail.

Le nettoyage des toupies à béton s'effectue prioritairement sur le site de l'entreprise. A défaut, une aire de nettoyage étanche doit être créée et les eaux de nettoyage sont récupérées pour acheminement vers la filière traitement adaptée.

e. Gestion des déchets

L'effort de limitation des déchets est complété par le tri et le suivi de ces derniers. Dès la phase de consultation un plan d'élimination comprenant les volumes et les filières d'élimination des déchets à l'échelle locale est fourni, pour validation, à la maîtrise d'œuvre.

Pour rappel, il est interdit de brûler des déchets sur le chantier.

- Limitation des déchets :

La production de déchets est réduite sur le chantier par une réutilisation prioritaire des déblais, un calepinage optimisé ou en évitant les boîtes de réservations en polystyrène.

La quantité de gravats est réduite grâce à un travail de synthèse précis du nombre de réservation. Cela évite des travaux de carottage générant en plus des déchets des nuisances sonores importantes.

Les palettes et les conteneurs de livraison sont consignés et donc à retourner au fournisseur, ainsi les entreprises ne gèrent pas leur évacuation et leur élimination.

Les emballages sont contrôlés et limités dans leur quantité dès la passation des marchés avec les fournisseurs.

À l'issue de la période de préparation de chantier, sont soumises au visa du maître d'œuvre et du SPS les dispositions retenues pour l'approvisionnement, le cheminement, le levage et le stockage des matériaux, afin de réduire la casse ou la dégradation avant la mise en œuvre.

- Tri des déchets :

Une signalétique spécifique et claire est mise en place sur le chantier de manière à faciliter le travail de tri aux compagnons. (cf. Annexe n°3 : logos types pour la gestion des déchets de chantier).

Option 1 – Le tri est effectué sur le chantier :

Le stockage des déchets de chantier s'effectue dans des bennes spécifiques. Sont présentes au minimum les 5 types de bennes suivantes :

- ✓ Les déchets inertes
- ✓ Les déchets industriels banals
- ✓ Les déchets ferrailles
- ✓ Les emballages non souillés
- ✓ Conteneur d'ordures ménagères

Une benne à bois ainsi qu'une benne à plâtre pourront également être mis en place. Ce tri plus fin sera conditionné par :

- L'existence de filières d'élimination
- La quantité et le rythme de production sur le chantier.

Afin de limiter le coût des bennes, et avec l'accord de la maîtrise d'œuvre, certains déchets à trier ne sont pas stockés dans des bennes : les métaux et le bois pourront être stockés à même le sol dans une zone bien délimitée, organisée, propre et sécurisée.

Des dispositions sont également prises pour éviter le rejet dans le milieu naturel d'huiles, lubrifiants, détergents. Un repreneur agréé procède à la récupération et l'enlèvement de tous les produits nocifs utilisés.

Les aires de stockage des bennes seront aménagées sur une chape ou tout autre procédé assurant une étanchéité vis-à-vis du sol naturel et des réseaux d'eaux pluviales, avec rigoles en pourtour et rejet dans un bac de décantation de manière à prévenir la pollution du sol. De plus, les aires seront facilement accessibles pour leur remplissage et pour les camions porteurs.



Aire de stockage des déchets

Option 2 – Le tri est effectué dans une plateforme de regroupement et de tri BTP :

Le stockage des déchets de chantier s'effectue dans des bennes spécifiques. Sont présentes au minimum les 3 types de bennes suivantes :

- Les déchets inertes
- Les déchets industriels banals
- Les déchets industriels spéciaux.

Les emballages non souillés sont ramenés par les ouvriers au siège social de l'entreprise, où ils seront évacués dans les filières adaptés.

Les déchets alimentaires font l'objet d'une évacuation spécifique et ne sont en aucun cas mis dans les bennes de chantier. Des poubelles spécifiques sont mises à disposition des ouvriers dans les cantonnements et près des zones de travail.

Des dispositions sont également prises pour éviter le rejet dans le milieu naturel d'huiles, lubrifiants, détergents. Un repreneur agréé procède à la récupération et l'enlèvement de tous les produits nocifs utilisés.

Les aires de stockage des bennes seront aménagées sur une chape ou tout autre procédé assurant une étanchéité vis-à-vis du sol naturel et des réseaux d'eaux pluviales, avec rigoles en pourtour et rejet dans un bac

de décantation de manière à prévenir la pollution du sol. De plus, les aires seront facilement accessibles pour leur remplissage et pour les camions porteurs.

- Traitement des déchets :

Le déchargement sauvage et le brûlage des déchets de chantier est formellement interdit (loi 61-842 du 2 août 1961 et 92-646 du 13 juillet 1992). L'enfouissement des déchets est également proscrit.

Il est procédé à **un suivi minutieux des déchets par bordereau de suivi pour chaque benne évacuée**, sur lequel figure le volume, le poids de la benne ainsi que le type de filière empruntée : valorisation et recyclage. (Cf. annexe n°2: Bordereau de suivi des déchets)

L'organisation de la collecte, du tri complémentaire et de l'acheminement vers les filières de valorisation sont recherchés à l'échelle locale. Voici en guise d'exemple quelques valorisations possibles :

- Bétons et gravats inertes : concassage, triage, calibrage.
- Déchets métalliques : ferrailleur.
- Bois : tri entre bois traités et non traités, recyclage des bois non traités.
- Déchets verts : compostage, valorisation organique, méthanation.
- Plastiques : tri et, selon le plastique, broyage et recyclage en matière première, incinération, décharge de classe I ou classe II.
- Peintures et vernis : tri et incinération ou décharge de classe I.
- Divers (classé en déchets industriels banals) : compactage et mise en décharge de classe II.

La valorisation des déchets est réalisée pour au moins 30% des déchets produits en masse. A la demande de la maîtrise d'œuvre cette valeur pourra être améliorée.

f. Matériaux

Tous les matériaux mis en œuvre font l'objet d'une validation environnementale par la maîtrise d'œuvre avant la pose. D'une manière générale l'utilisation de produits dangereux ou polluants est limitée au maximum.

Les produits classés T, T+, Xn, Xi, et correspondant aux phrases R20 à R33, R41 à R48, R60 et R61 sont proscrits, sauf dérogation accordée par le maître d'ouvrage.

R20 Nocif par inhalation

R 21 Nocif par contact avec la peau

R 22 Nocif en cas d'ingestion

R 23 Toxique par inhalation

R 24 Toxique par contact avec la peau

R 25 Toxique en cas d'ingestion

R 26 Très toxique par inhalation

R 27 Très toxique par contact avec la peau

R 28 Très toxique en cas d'ingestion

R 29 Au contact de l'eau dégage des toxiques

R 30 Peut devenir facilement inflammable pendant l'utilisation

R 31 Au contact d'un acide, dégage un gaz toxique

R 32 Au contact d'un acide, dégage un gaz très toxique

R 33 Danger d'effets cumulatifs

R 41 Risque de lésions oculaires graves

R 42 Peut entraîner une sensibilisation par inhalation

R 43 Peut entraîner une sensibilisation par contact avec la peau

R 44 Risque d'explosion si chauffé en ambiance confinée

R 45 Peut causer le cancer

R 46 Peut provoquer des altérations génétiques héréditaires

R 48 Risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée

R 60 Peut altérer la fertilité

R 61 Risque pendant la grossesse d'effets néfastes pour l'enfant

De plus, d'autres mesures sont prises pour limiter les pollutions :

- Utilisation de produits de traitement de bois certifiés, moins nocifs pour l'environnement.
- Remplacement des colles avec solvants organiques par des colles à émulsion.
- Remplacement des peintures à base de solvants par des peintures en phase aqueuse.
- Utilisation principale d'une huile de décoffrage biodégradable (par exemple huile végétale) au lieu d'une huile minérale.

Au-delà des spécifications des marchés de travaux, les entreprises s'engagent à privilégier le choix d'éco-matériaux, pour la réalisation des ouvrages et pour la méthodologie de construction :

- ✓ Bio-matériaux
- ✓ Matériaux recyclables
- ✓ Matériaux renouvelables
- ✓ Matériaux économes en énergie (production locale, limitation des transports, procédés de fabrication et d'entretien ...)
- ✓ Matériaux sains (non toxiques durant leur production, leur utilisation et leur élimination ou recyclage)

Les modes de transport faiblement émetteur en CO2 sont privilégiés (voie fluviale, voie ferrée).

Les entreprises privilégient les matériaux présentant la plus faible empreinte environnementale en tenant compte des lieux d'extraction / de production, des moyens d'acheminement et des techniques de conditionnement.

Démarche de pré-calepinage mis en place par les entreprises, sur la base des plans architecte, pour les procédés, systèmes et produits industrialisés et semi-industrialisés afin de réduire la production de chutes sur le chantier.

IV) Maitrise des consommations sur le chantier

L'ensemble du personnel sera sensibilisé aux enjeux de réduction des consommations d'eau et d'énergie.

Durant toute la durée du chantier, le nécessaire est fait dans les cantonnements pour éviter toutes consommations excessives d'eau ou d'énergie (électricité, fuel). Un suivi des consommations d'eau et d'électricité est réalisé régulièrement.

Des compteurs sont mis en place sur les réseaux d'eau et d'électricité et relevés chaque mois lors de la réunion de chantier puis reprise des chiffres dans le compte-rendu de chantier pour information et analyse. Des mesures de réduction des consommations d'eau et de suivi de compteurs sont mises en place.

Des mesures de réduction des consommations énergétiques sont mises en place sur le site :

- ✓ Des éclairages basses consommation.
- ✓ Eteindre les équipements en inactivité.
- ✓ Installer des thermostats.
- ✓ Installer des horloges.
- ✓ Choisir des équipements énergétiquement efficaces.

De plus, il est demandé la mise en place des équipements économes définis ci-dessous.

a. Consommations d'eau

Les mesures mises en place sur le chantier pour gérer et contrôler les consommations en eau pourront être les suivantes :

- ✓ Mise en place de boutons poussoir dans les sanitaires.
- ✓ Mise en place d'électrovannes.
- ✓ Lance stop-net pour jet d'air ou d'eau, brumisateur.
- ✓ Mise en place de compteurs d'eau pour pouvoir faire des relevés mensuels et suivre la consommation en eau du chantier et de la base vie.

Une campagne d'affichage pourra être mise à jour régulièrement dans les cantonnements pour sensibiliser les entreprises travaux.

Par ailleurs, il sera étudié des moyens simples de contrôle des ressources, telle la récupération des eaux pluviales pour l'arrosage des poussières.

b. Consommations d'énergies

Les mesures mises en place sur le chantier pour gérer et contrôler les consommations en énergie pourront être les suivantes,

Sur l'ensemble du chantier :

- ✓ Eclairage de chantier sur horloge ou programmateur.
- ✓ Mise en place de compteurs pour pouvoir faire des relevés mensuels et suivre la consommation en électricité du chantier et de la base vie.
- ✓ Mise en place de cuve à fuel étanche et facilement utilisable pour éviter les pollutions et le gaspillage.

Dans les cantonnements :

- ✓ Mise en place de détecteurs de présence pour éclairage.
- ✓ Mise en place d'un régulateur sur les systèmes de chauffage et de climatisation.
- ✓ Mise en place de ferme porte.
- ✓ Eclairage basse consommation.

De la même manière que pour la gestion de l'eau, une campagne d'affichage permettra de sensibiliser les entreprises travaux sur les gestes à adopter dans la base vie (chauffage, eau, tri des déchets,...).

De plus, à la fin de chaque journée, les alimentations en eau sont coupées en cas de fuite ou de robinet resté ouvert par mégarde. Le même procédé est mis en place concernant l'électricité afin d'éviter des consommations liées à des appareils restés allumés.

V) Communication

a. Auprès du personnel

Un certain nombre d'informations sont communiquées aux employés avant leur intervention sur le chantier. **Une réunion est réalisée à l'arrivée de chaque nouvelle entreprise** sur le chantier et est animée par le responsable « Chantier Vert ». De plus, est remis à chaque nouvelle entreprise arrivant sur le chantier un livret d'accueil reprenant les grands principes et directives de la charte chantier vert.

Cette réunion a pour but de :

- Sensibiliser les compagnons aux effets du bruit sur la santé et rendre obligatoire le port des protections individuelles.
- Sensibiliser les employés à l'intérêt économique du tri et de les informer des modalités pratiques de gestion.
- Sensibiliser les compagnons, fournisseurs, conducteurs d'engins, de camions à la réduction des bruits (éviter les cris, les chutes de matériel, les bruits de choc, éteindre les moteurs, contrôler périodiquement la conformité à la réglementation acoustique, entretenir le matériel...).
- Sensibiliser le personnel au besoin d'économiser l'énergie :
 - Faire attention aux dépenses d'électricité (couper les appareils en marche et les lumières avant le départ du chantier).
 - Limiter les consommations en eau inutiles et être vigilant aux fuites d'eau sur le chantier.
 - Les engins ou appareils fonctionnant avec du carburant ne seront pas laissés inutilement allumés afin d'éviter des émissions de CO2 superflues.
 - La carburation des moteurs sera vérifiée pour ne pas consommer trop de carburant.

Toutefois les responsables des diverses entreprises auront à charge de mettre en place les bonnes pratiques évoquées lors de cette réunion.

Les entreprises s'engagent à éviter tout gaspillage via une sensibilisation de tous les intervenants à la maîtrise des consommations d'eau et d'énergies.

La **communication durant le chantier** est poursuivie par le biais :

- ✓ D'un panneau d'informations pour le personnel travaillant sur le chantier, mis en place de manière à les tenir au courant de la vie du chantier.
- ✓ De nouvelles réunions si les recommandations ne sont pas respectées ou si de nouvelles mesures de réduction de nuisances sont adoptées.

De plus, les fournisseurs sont tenus informés de la démarche qualité environnementale du chantier ainsi que de son fonctionnement. Un plan d'accès au chantier leur sera fourni.

Les entreprises engageront, au-delà des exigences réglementaires, des actions spécifiques pour éviter la survenance d'accidents et de maladies professionnelles en mettant en place des techniques et outils déjà mis en pratique (exemples : session d'échauffement, usage d'équipements et outils conçus à cet effet, utilisation de conditionnements appropriés).

Une copie de la charte Chantier Vert est présente dans le bungalow pendant toute la durée du chantier.

Les entreprises intervenant sur le chantier doivent communiquer à leur personnel les dispositions de la présente charte les concernant.

Des affiches rappelant les principales consignes à respecter en particulier au niveau de la diminution des nuisances et du tri des déchets, seront placées dans les cantonnements et aux endroits visibles du chantier.

Un mois avant l'ouverture du chantier, **une réunion préalable** sera organisée et permettra d'évoquer les points suivants :

- Présentation générale du chantier.
- Phasage du chantier et la durée de chacune des phases.
- Circulation : contraintes et moyens utilisés, arrêté de circulation, cheminements piétons.
- Stationnement des véhicules du chantier.
- Stockage matériaux et matériels.
- Horaires de travail.
- Relations avec les riverains et les commerçants.
- Installation de chantier.
- Signalétique et signalisation.
- Sécurité du chantier.
- Nuisances induites.
- Préservation des sols.
- Préservation des végétaux.
- Survol des grues.

Le chantier est non-fumeur dans les bungalows de chantier.

b. Auprès des riverains

Les signataires de la charte s'engagent à informer et à communiquer régulièrement auprès des riverains sur l'état d'avancement du chantier.

La communication auprès des riverains assurera les tâches suivantes :

Une action de communication est réalisée au moment du lancement du chantier (phase terrassement ou démolition). Cette action se présente sous la forme d'une brochure d'information rédigée par le maître d'ouvrage et distribuée dans les boîtes aux lettres des riverains. Elle présente rapidement le projet, le cheminement piéton durant le chantier, les nuisances pouvant être générées, le planning des différentes phases du chantier et explique les mesures de réduction de ces nuisances. Cette action est complétée par l'organisation d'une réunion en mairie avec l'accord la collectivité.

Des enquêtes de nuisance sont réalisées régulièrement durant la phase chantier par le coordinateur SPS afin de récolter les observations des riverains : nuisances perçues et efficacité des mesures de réduction mises en place par les entreprises. De plus, il est procédé à l'animation de réunions régulières avec les riverains afin de présenter l'avancement des travaux et répondre à leurs questions.

Une boîte aux lettres est mise en place aux abords du chantier et à l'accueil du site afin de recueillir les remarques ou plaintes éventuelles du voisinage. Le retour d'informations pourra influencer l'organisation du chantier. Les éventuelles plaintes ou remarques devront être enregistrées et traitées dans la semaine qui suit par le responsable riverain défini en phase préparation du chantier.

Une information écrite permanente est affichée sur un panneau à l'entrée du chantier.

Une invitation à l'inauguration du bâtiment construit est envoyée aux voisins les plus proches de l'opération.

Les riverains sont prévenus (par le biais du bailleur sur site) avant une phase de chantier bruyante : son origine, sa durée.

Panneau de chantier :

Il précise les coordonnées des différents intervenants du chantier : les entreprises, la maîtrise d'œuvre, la maîtrise d'ouvrage, les bureaux d'études.

Sur le panneau de chantier, les indications suivantes devront apparaître :

- ✓ Nom / Rôle / E-mail des entreprises du projet.
- ✓ Numéro de téléphone ou adresse mail à contacter en cas de questions ou gênes.
- ✓ La durée de réalisation des travaux, leur nature, son montant et les différentes aides obtenues.



Horizon Bernon
NOUVEAU QUARTIER
EPERNAY

Construction d'un espace commercial

Maître d'ouvrage

EPARECA
LILLE 03 28 52 13 13
12 Place Saint Hubert

Assistant MO

ASCISTE Ingénierie
BEZANNES 03 26 61 06 80
160 Rue Louis Victor de Broglie

Assistant MO HQE

AZIMUT
VALENCIENNES 03 27 44 16 68
35 Quai des Mines

Vie et commerce au cœur des quartiers
Epareca

ASCISTE
Ingénierie

AZIMUT
Techniques de Qualité Environnementale
pour des Constructions Durables

Architecte 03 26 47 69 01

Atelier de l'Ecu - F. WÜSTNER (REIMS)

Bureau d'études béton armé 03 26 50 52 52

IN.GE.BA. (REIMS)

Bureau d'études thermiques 03 26 77 04 39

VARLET Ingénierie (REIMS)

Bureau d'études électriques 03 26 02 20 26

C.E.T.I.T. (REIMS)

OPC 03 26 49 03 23

OUEST Coordination (VILLENEUVE D'ASCQ)

Bureau de contrôle 03 26 36 76 00

QUALICONSLT (REIMS)

Coordonnateur SPS 03 26 36 61 96

LEMOINE Ingénierie (REIMS)



VARLET INGENIERIE



Entreprises

LOT 01 Terrassement - Gros Oeuvre

BEC Construction EPERNAY 03 26 51 00 59

LOT 02 Etanchéité

BEC CHARLEVILLE MEZIERES 03 24 42 93 67

LOT 03 Menuiserie Extérieure Aluminium

ZUCCARI PRIX LES MEZIERES 03 24 57 07 99

LOT 04 Menuiserie Int. - Plâtrerie en Plaques

AINES ISO BRUYERES ET MONTBERAULT 03 23 21 51 90

LOT 05 Faux plafond en dalle

ISODECOR BEZANNES 03 26 36 45 26

LOT 06 Electricité - Eclairage

INEO ENERGYS CORMONTREUIL 03 26 82 17 00

LOT 07 Plomberie - VMC - Climatisation

JOHNSON CONTROLS GLISY 03 22 38 88 32

LOT 08 Carrelage

PAYMAL CHARDOGNE 03 29 78 54 69

LOT 09 Peinture

QUATREVAUX EPERNAY 03 26 55 26 29

LOT 10 Ravalement - ITE

RONZAT CHALONS EN CHAMPAGNE 03 26 68 17 60

LOT 11 Espace vert

JUVIGNY ESPACES VERTS WITRY LES REIMS 03 26 97 22 78



Les risques liés au chantier seront identifiés et communiqués à l'entrée du site sur un panneau d'affichage installé le maître d'œuvre.

Des panneaux décrivant l'opération, l'intérêt de la démarche environnementale entreprise et l'avancement des travaux seront également apposés sur la palissade du chantier mentionnant les principales actions en faveur de l'environnement ainsi que les logos des différents partenaires avec leurs logos et coordonnées téléphoniques et/ou mails. Ces panneaux pourront par exemple présenter un planning prévisionnel précisant les phases les plus bruyantes, ainsi que les horaires d'activité du chantier.



A la fin du chantier, une lettre de remerciement et une enquête de satisfaction seront envoyées par la maîtrise d'ouvrage auprès des riverains pour les remercier de leur compréhension et leur indulgence tout au long du chantier.

VI) Suivi de la démarche

Le coordinateur SPS sera désigné par EPARECA au démarrage des travaux afin de s'assurer du respect de la démarche « Chantier Vert ».

Il est chargé de la diffusion de l'information auprès des riverains de la zone.

Il organise l'accueil des entreprises et notamment :

- La diffusion d'une brochure d'information à chaque intervenant.
- L'information et la sensibilisation du personnel des entreprises.
- La signature de la charte Chantier Vert par tous les intervenants.
- Le contrôle des connaissances et de la bonne compréhension du Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) par les personnels de chantier.

Il effectue le contrôle des engagements contenus dans la charte Chantier Vert :

- Propreté du chantier.
- Exécution correcte des procédures de livraison.
- Non dépassement des niveaux sonores annoncés dans la charte.
- Exécution correcte du tri des déchets sur le chantier.

Il procède également au suivi des filières de traitement et des quantités des déchets et vérifie le nettoyage du chantier.

Après soumission à l'avis de l'OPC, un planning hebdomadaire des livraisons est établi sur une période d'une semaine, le planning des livraisons importantes et exceptionnelles est établi sur une période de trois mois.

Les entreprises intervenant sur le chantier s'engagent à contribuer, par leur coopération ou leurs propositions, à la mise en œuvre de solutions opérationnelles visant à l'amélioration des objectifs de la charte, de la vie du chantier, des impacts environnementaux, de la propreté du chantier, de l'hygiène et de la sécurité.

Au démarrage un responsable « charte chantier » est désigné, il est en charge de la coordination des correspondants « charte chantier », eux-mêmes désignés par chaque entreprise. Ce responsable est chargé du contrôle et du suivi des engagements contenus dans la charte tout au long des travaux.

Pour chaque entreprise le responsable de chantier veille au respect de la charte, et notamment :

- La propreté des abords du chantier.
- Le respect des normes sonores.
- Le tri et la collecte des déchets.
- L'interdiction du brûlage des déchets.
- L'information des compagnons.
- La prévention des pollutions accidentelles.
- Le respect des aires de stationnement, cantonnement et livraison définis.
- Le suivi des consommations d'eau et d'énergie.

→ Contrôle hebdomadaire de ces points par rapport au SPS qui fait ses avis de chantier au maître d'ouvrage.

| | |-------------------------| | En cas de non-respect : | |-------------------------|

Si les obligations ne sont pas respectées, les entreprises acceptent le principe de l'action correctrice immédiate et à leurs frais.

En cas de non-respect de ces règles de manière répétée, les entreprises s'exposent à des pénalités. Si l'entreprise règle les anomalies avant la réunion de chantier suivante, elle n'encourt aucune pénalité. Toutes les anomalies seront répertoriées par le coordinateur SPS dans des fichiers de suivi d'anomalie (à consigner dans le registre journalier).

Les démarches de prévention mises en œuvre doivent être documentées, notamment :

- Les documents relatifs aux réunions d'informations tenues avec la liste des participants.
- Les doubles des notes affichées dans les véhicules ou les installations de chantiers.
- Les attestations des notes affichées dans les véhicules ou les installations de chantier.
- Les attestations de stages prévention suivis.
- Les formulaires d'accueil des nouveaux embauchés.
- Les rapports de contrôle des équipements de travail.
- Les factures d'achats des équipements de protections collectives et des équipements de protections individuelles.
- Et tous autres documents relatifs à l'obligation générale de sécurité (titres d'habilitation des personnels, autorisation de conduite ...).

Les informations concernant l'organisation du chantier et la limitation des impacts environnementaux et des nuisances, les écarts constatés ou les actions à mener, seront systématiquement évoquées lors des réunions de chantier périodiques réunissant maître d'ouvrage maître d'œuvre, et responsable Chantier Vert.

VII) Annexes

Annexe n°1 : Bordereau de suivi des déchets dangereux contenant de l'amiante

Annexe n°2 : Bordereau de suivi des déchets de chantier (déchets inertes et industriels banals)

Annexe n°3 : Logos pouvant être utilisés pour la gestion des déchets de chantier

Annexe n°4 : Fiche de déclaration environnementale des produits

Annexe n°5 : Récapitulatif des textes de lois auxquels sont soumis tous les entrepreneurs

Annexe 1 - Bordereau de suivi des déchets dangereux contenant de l'amiante



Formulaire CERFA n°11861*03

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Décret n°2005-835 du 30 mai 2005 (article 4)
Arrêté du 29 juillet 2005

Bordereau de suivi des déchets dangereux contenant de l'amiante

- A remplir par l'émetteur du bordereau -

Page n° /

1. Maître d'ouvrage ou détenteur du déchet :		Code chantier (s'il y a lieu) :	Bordereau n° :
N° SIRET : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>			
Adresse, téléphone, fax, mél :		Adresse du chantier ou du lieu de détention des déchets :	
Responsable :			
Dénomination du déchet Code déchet : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> *		N° certificat d'acceptation préalable :	
Nom du matériau : Code famille :		Quantité en tonnes estimée :	
Installation d'élimination prévue : <input type="checkbox"/> Installation de stockage de déchets dangereux <input type="checkbox"/> Vitrification <input type="checkbox"/> Installation de stockage de déchets non dangereux en casier dédié (déchets d'amiante «lié» à des matériaux inertes et déchets de terres amiantifères uniquement)			
Adresse, téléphone, mél, fax :			
Atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus	Date et signature du maître d'ouvrage ou détenteur :	Date et signature de l'entreprise des travaux :	

- A remplir par l'entreprise de travaux -

2. Entreprise de travaux :		Adresse, téléphone, fax, mél :	
Qualification : N° registre du commerce :			
N° SIRET : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>		Responsable :	
Consistance du déchet : Boues : <input type="checkbox"/> / Solide : <input type="checkbox"/> / Pulvérulent : <input type="checkbox"/> / Autre (préciser) :		Mentions au titre des règlements ADR/RID/ADNR/IMDG (le cas échéant) :	
Date de remise au transport : Quantité en tonnes remise au transport : <input type="checkbox"/> réelle : <input type="checkbox"/> estimée :	Conditionnement : Palettes filmées Racks Double-sacs chargés en GC ou GRV Autre (précisez) Numéros des scellés (à destination d'un site de stockage de déchets dangereux ou vitrification) :	nombre de colis <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	Entreposage provisoire <input type="checkbox"/> OUI (remplir cadres 6 et 7) <input type="checkbox"/> NON Transport multimodal : <input type="checkbox"/> OUI (remplir cadres 8 et 9) <input type="checkbox"/> NON
Atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus	Date et signature de l'entreprise des travaux :	Date et signature du collecteur-transporteur :	

- A remplir par le collecteur-transporteur -

3. Collecteur/transporteur		Adresse, téléphone, fax, :	
Récepissé n° : Département : Limite de validité : N° SIRET : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> Immatriculation du véhicule : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>		Responsable :	
Atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus	Date et signature de l'entreprise des travaux :	Date et signature du collecteur-transporteur :	

- A remplir par l'éliminateur après réception -

4. Éliminateur		Adresse, téléphone, fax, :	
N° SIRET : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>		Responsable :	
Quantité reçue en tonnes : Lot accepté : <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		Date et motif du refus :	
Date de réception :		Signature de l'éliminateur :	

- A remplir par l'éliminateur après opération d'élimination

5. Réalisation de l'opération :	
<input type="checkbox"/> Installation de stockage de déchets dangereux <input type="checkbox"/> Vitrification <input type="checkbox"/> Installation de stockage de déchets non dangereux en casier dédié (déchets d'amiante «lié» à des matériaux inertes et déchets de terres amiantifères uniquement)	
Date de réalisation de l'opération :	Signature de l'éliminateur :

L'original du bordereau suit le déchet

Annexe 3 - Logos pouvant être utilisés pour la gestion des déchets de chantier

Déchets Inertes



Déchets Industriels Banals



Déchets Industriels Spéciaux



Déchets Alimentaires



Pour vous procurer ces pictogrammes autocollants au format 21 x 29,7

Librairie SEBTP

6-14 rue La Pérouse

75784 Paris cedex 16

Téléphone : 01 40 69 53 16

Fax : 01 47 23 54 16

http://www.sebtp.com/idx_publications.htm

Chercher dans la catégorie « imprimés de chantier »

Annexe 4 – Fiche de déclaration environnementale des produits

<u>Produit :</u>	<u>Fabricant :</u>
<u>Description sommaire :</u>	
<u>Lieu de mise en œuvre :</u>	
<u>Caractéristiques techniques principales :</u>	
<u>Textes réglementaires :</u>	
<u>Entretien / produits utilisés / périodicité :</u>	
<u>Maintenance :</u>	
<u>Durée de vie :</u>	
<u>Conditionnement / déchets produits sur le chantier :</u>	
<u>Caractéristiques du produit :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Composition : - Impact sur la santé - Impact environnemental extraction/fabrication : - Impact environnemental fin de vie : - Labels environnementaux : 	
<u>Lieu de fabrication / transport :</u>	

Annexe 5 – Récapitulatif des textes de lois auxquels sont soumis tous les entrepreneurs

OBJET	REFERENCE	
BRUIT		
Bruits de chantier	Code du Travail Articles R.232-8 à R.232-8-7	Protection des travailleurs contre les bruits de chantier. Le niveau d'exposition au bruit doit être compatible avec la santé des travailleurs. L'exposition quotidienne sonore subie par un travailleur ou la pression acoustique de crête ne peut en aucun cas dépasser respectivement 90dB et 140 dB.
Bruits de voisinage, Vibrations	Code de la santé publique Article R48-5	<p>Prévoit que "sera punie [...] toute personne qui, à l'occasion de chantiers [...] aura été à l'origine d'un bruit de nature à porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme et qui :</p> <p>1°) soit n'aura pas respecté les conditions d'utilisation ou d'exploitation des matériels ou d'équipements fixées par les autorités compétentes,</p> <p>2°) soit aura négligé de prendre les précautions appropriées pour limiter ce bruit,</p> <p>3°) soit aura fait preuve d'un comportement anormalement bruyant." La réglementation nationale relative à la limitation des émissions sonores des matériels et engins de chantier est constituée par l'Arrêté du 11 avril 1972. Celui-ci couvre tous les matériels et engins à moteur thermique utilisés sur les chantiers, à l'exception des catégories visées par les directives européennes telles que les moto-compresseurs, les groupes électrogènes, les brise-béton et les marteaux piqueurs, ... Une procédure d'homologation française et une procédure européenne coexistent donc actuellement en France pour les matériels et engins de chantier. Les engins très anciens, construits avant la date d'entrée en vigueur de la réglementation les concernant, ne peuvent être utilisés à moins de 100m des bâtiments d'habitation et professionnels.</p> <p>La loi 92-1444 du 31 décembre 1992, relative à la lutte contre le bruit, prévoit dans son article 2 que tous les objets susceptibles de provoquer des nuisances sonores élevées doivent être insonorisés et homologués. Le Décret d'application 95-79 du 23 janvier 1995, concernant les objets bruyants et les dispositifs d'insonorisation, renvoie à des arrêtés le soin de fixer, catégorie par catégorie de matériel, les niveaux limites admissibles et la mesure correspondante. Les nouvelles dispositions concernent principalement les contrôles et surtout les sanctions, qui sont notablement renforcées, car il est désormais possible de saisir les matériels non conformes.</p> <p>Remarques : Des arrêtés municipaux exigent parfois le respect de niveaux sonores maxima en limite de parcelle mais plus fréquemment apportent des prescriptions sur les plages horaires des activités de chantier, dont il convient de s'enquérir au plus tard pendant la préparation du chantier.</p>
Matériel de chantier	Arrêté du 18 Mars 2002	Soumet les matériels nouveaux mis sur le marché et destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments à une réglementation de leurs émissions sonores. Cet arrêté, qui transcrit la directive européenne 2000/14/CE du 8 mai 2000, vise notamment les engins de chantier. Il définit deux catégories : - les matériels qui sont soumis uniquement au marquage du niveau sonore et à l'indication du niveau de puissance

		acoustique garanti, - les matériels plus bruyants qui sont soumis, de plus, à une limitation de l'émission sonore et à des procédures spécifiques d'évaluation de la conformité. On trouve parmi ceux-ci les grues à tour ou mobiles, des engins de terrassements, les motocompresseurs, les groupes électrogènes de puissance ou de soudage, les brise-béton et marteaux-piqueurs à main.
SALISSURES, POUSSIÈRES, POLLUTION DE L'AIR		
Abords des chantiers + Clôtures de chantier	Article 99.7 du règlement sanitaire départemental (Circulaire du 9 août 1978)	Cet article concerne les abords des chantiers et stipule que "les entrepreneurs des travaux exécutés sur la voie publique ou dans les propriétés qui l'avoisinent doivent tenir la voie publique en état de propreté aux abords de leurs ateliers ou chantiers et sur les points ayant été salis par suite de leurs travaux." + De plus, selon cet article, les chantiers ouverts sur la voie publique ou en bordure de celle-ci doivent être entourés de clôtures assurant une protection et une interdiction de pénétrer efficaces. En outre, les entrepreneurs doivent tenir en état de propreté la voirie publique.
Poussières	Article 96 du règlement sanitaire départemental Circulaire du 9 août 1978	Cet article concerne la protection des lieux publics contre la poussière et stipule que " [...] toutes les opérations d'entretien des habitations et autres immeubles ainsi que les travaux de plein air s'effectuent de manière à ne pas disperser de poussière dans l'air, ni porter atteinte à la santé ou causer une gêne pour le voisinage."
Emissions polluantes des moteurs	Décret n°2000-1302 du 26 décembre 2000	Instaure une procédure de réception des types de moteurs destinés à être montés sur les engins mobiles non routiers, avant la mise sur le marché desdits moteurs.
DEPLACEMENTS		
Circulation des piétons à proximité du chantier	Article 99.7 du règlement sanitaire départemental Circulaire du 9 août 1978	Oblige les entrepreneurs à assurer, autant que possible, un passage protégé pour les piétons. Remarque : Les règlements municipaux de voirie doivent être consultés. La consultation du gestionnaire de la voirie pour la création ou l'aménagement d'un accès de chantier peut être nécessaire, notamment hors agglomération.
POLLUTION DU SOL ET DES EAUX		
	Article 29.2 du règlement sanitaire départemental Circulaire du 9 août 1978	Cet article concerne les déversements délictueux. Il précise qu'« il est interdit d'introduire dans les ouvrages publics [...] toute matière [...] susceptible d'être la cause directe ou indirecte soit d'un danger pour le personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement, soit d'une dégradation desdits ouvrages ou d'une gêne dans leur fonctionnement. L'interdiction porte notamment sur le déversement d'hydrocarbures... »
	Article 90 du règlement sanitaire départemental	Cet article concerne les déversements ou dépôts de matières usées ou dangereuses en général. Il stipule qu'« il est interdit de déverser [...] dans les nappes alluviales, dans les nappes souterraines captées, toutes matières usées, [...], toutes substances solides ou liquides toxiques [...], susceptibles de constituer un danger ou une cause d'insalubrité [...]. Ces opérations doivent être effectuées de façon à ce que les produits de vidange, de lavage, de nettoyage ne puissent être déversés ni entraînés dans les voies, plans d'eau et nappes par ruissellement ou infiltration. »
Pollution des sols et des	Article L.35.8 du Code de la santé	Interdit le déversement d'eaux usées, autres que domestiques, dans les égouts publics sans autorisation

eaux	publique	<p>préalable de la collectivité à laquelle appartiennent les ouvrages. L'autorisation fixe, suivant la nature du réseau à emprunter ou des traitements mis en œuvre, les caractéristiques que doivent présenter ces eaux usées pour être reçus. Cette autorisation peut être subordonnée à la participation de l'auteur du déversement, aux dépenses de premier établissement, d'entretien et d'exploitation entraînées par la réception de ces eaux.</p> <p>Cette participation s'ajoute à la perception des sommes pouvant être dues par les intéressés au titre des articles L.34, L.35, L.35-3 et L.35-4 les dispositions de l'article L.35-6 lui sont applicables.</p>
Huiles de décoffrage	Décret n°77-254 du 8 mars 1977	Ce texte édicte l'interdiction du déversement, par rejet ou après ruissellement sur le sol ou infiltration, des huiles telles que les huiles pour moteurs, les huiles de graissage et les lubrifiants neufs ou usagés, dans les eaux superficielles, souterraines ou de mer.
Récupération des huiles usagées	Décret n°79-981 du 21 novembre 1979	Les huiles usagées concernées par le présent décret sont les huiles minérales ou synthétiques qui, inaptées après usage à l'emploi auquel elles étaient destinées comme huiles neuves, peuvent, conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi n°80-531 du 15 juillet 1980 relative aux économies d'énergie et l'utilisation de la chaleur, être réutilisées soit comme matière première en vue de recyclage ou de régénération, soit comme combustible industriel et dont le rejet dans le milieu naturel est interdit en vertu des dispositions du décret n°77-254 du 8 mars 1977. Son article 2 oblige les détenteurs d'huiles, minérales ou de synthèse provenant d'activités professionnelles, à les recueillir, les stocker et les conserver jusqu'à leur ramassage ou leur élimination.
DECHETS DE CHANTIER		
Elimination des déchets – objectifs	Code de l'environnement Article L541-1-I	<p>L'article L541-1-I du code de l'environnement indique les objectifs de la loi en matière d'élimination des déchets et de récupération des matériaux.</p> <p>Ces objectifs sont de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prévenir ou réduire la production et la nocivité des déchets, - organiser le transport des déchets et le limiter en distance et en volume, - valoriser les déchets par réemploi, recyclage ou valorisation, et les éliminer sans dommage à l'environnement, - assurer l'information du public.
Définition du déchet	Code de l'environnement Article L541-1-II	L'article L541-1-II du code de l'environnement définit le déchet comme "tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon", ce à quoi la directive cadre "déchets" ajoute "ou dont son détenteur a l'obligation de se défaire".
Définition du déchet ultime	Code de l'environnement Article L541-1-III	L'article L541-1-III du code de l'environnement définit le déchet ultime comme "résultant ou non d'un traitement d'un déchet, qui n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux". A compter du 1er juillet 2002, les installations de stockage ne sont autorisées à accueillir que des déchets ultimes.
	Code de l'environnement Article L.541-2	Transport de déchets dangereux. Le circuit d'élimination des déchets dangereux doit être contrôlé au moyen de bordereaux de suivi des déchets industriels (BSDI).

Classification des déchets	Décret n°2002-540 du 18 avril 2002 Loi n°92-646 du 13 juillet 1992 (modifiant la loi 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux	Définit le responsable de l'élimination des déchets : c'est leur producteur ou leur détenteur. Elle précise que depuis le 1 ^{er} juillet 2002, les installations de stockage des déchets ne peuvent accueillir que des déchets ultimes.
	Circulaire 2000-92 du 21 décembre 2000	Transport de déchets inertes
Déchets d'emballage Valorisation des déchets de chantier	Décret 94-609 du 13 juillet 1994	Oblige les entreprises produisant des déchets d'emballages industriels et commerciaux à les valoriser. Ils doivent par ailleurs être stockés sur le chantier dans des conditions propres à favoriser leur valorisation ultérieure. La seule exception concerne les entreprises produisant moins de 1100 litres par semaine et utilisant, pour les éliminer, les services de collecte des ordures de la commune. Ils doivent être valorisés selon leur état. Il est plus facile de valoriser des déchets propres et secs.
Brûlage des déchets sur chantier ou en dehors	Article 84 du règlement sanitaire départemental type et article 7 de la loi 75-633 du 15 juillet 1975 modifié	Les déchets doivent être éliminés par des opérateurs autorisés, le plus souvent dans des installations classées (Loi 76-633 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement).
BIODIVERSITE		
	Décret n°2002-895 du 15 mai 2002	Relatif aux attributions du Ministre de l'écologie et du développement durable
	Décret n°95-631 du 5 mai 1995	Relatif à la conservation des habitats naturels et des habitats d'espèces sauvages d'intérêt communautaire
	Circulaire du Ministère de l'Environnement du 14 mai 1991	Relative aux zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique
	Articles L122-1 à L122-3 du Code de l'Environnement	Relatifs aux études d'impact des travaux et projet d'aménagement